

# Quelle politique économique pour la gauche ?

**Entretien avec François Hollande,**  
premier secrétaire du Parti socialiste.

**L'Économie politique : Doit-on agir politiquement sur la répartition de la valeur ajoutée entre salaires et profits ?**

**François Hollande :** Ce qu'il faut d'abord, c'est créer plus de valeur ajoutée. La gauche ne peut s'intéresser à la seule répartition. Elle doit régler l'insuffisance de création de la richesse. Si l'on peut avoir un débat sur le contenu de la croissance, il y a une obligation, pour tous ceux qui partagent l'idée de progrès, de trouver les moyens de produire plus et mieux. La croissance n'est pas limitée, y compris dans les pays avancés, dont on ne peut dire qu'ilsaturent leurs besoins alors qu'il y a tant de pauvreté et de faibles revenus. Existe-t-il encore une politique économique de gauche pour relever le taux de croissance ? Cette réponse passe par un soutien de la demande. Mais il ne peut être efficace que s'il s'accompagne d'une politique de l'offre.

Celle qui est menée par la droite est un échec : la mise en concurrence généralisée, la privatisation, la libéralisation, l'abaissement des coûts de production par la seule réduction des cotisations sociales, etc., n'ont pas produit une croissance pérenne. Celle que propose la gauche passe par le soutien à l'investissement, public et privé. Alors que les dépenses publiques progressent globalement, l'investissement public au sens large – les infrastructures, mais aussi la formation, l'éducation... – voit sa part relative régresser. L'investissement privé non plus n'est pas stimulé : au sein des profits, les dividendes et les intérêts

augmentent alors que le bénéfice non distribué décline. Il faut inverser cette tendance, en utilisant la politique fiscale : l'impôt sur les sociétés devrait être relevé sur les bénéfices redistribués et abaissé sur les profits réinvestis.

### **Une fois les conditions de la croissance mises en œuvre, faut-il intervenir sur le partage de la valeur ajoutée ?**

**FH** : Il faut à la fois rémunérer le travail et intéresser le capital. Mais au sein de chacune de ces deux grandes masses, des changements doivent être opérés. Le salaire doit représenter la part dominante de la rémunération des salariés. Or, depuis plusieurs années, le salaire devient une « peau de chagrin » face à de nouveaux modes de rémunération exonérés de cotisations sociales, comme les heures supplémentaires, l'intéressement, la participation, les distributions d'actions, etc. La négociation salariale n'est plus stimulée.

Il faut donner à nouveau une place centrale aux salaires dans la rémunération du travail. Je propose que les exonérations de cotisations sociales liées aux 35 heures (20 milliards d'euros), qui n'ont plus de justification dans la mesure où le gouvernement met la politique de réduction du temps de travail en lambeaux, soit recyclées en faveur du travail. Je suggère qu'un employeur paie d'autant moins de cotisations qu'il augmente sa masse salariale. Ainsi, une entreprise qui embaucherait ou relèverait les salaires pourrait le faire sans voir ses cotisations progresser. Il ne s'agit pas de punir les entreprises qui ne marchent pas, mais de favoriser par des allègements de cotisations les entreprises qui font des efforts en matière salariale. Du côté de la rémunération du capital, il faut également tenir compte de la taille des entreprises. La fiscalité des PME doit être plus avantageuse que celle des grandes entreprises.

### **La France connaît un niveau croissant d'inégalités, notamment du fait de la progression rapide des très hauts revenus. Faisant le même constat pour les Etats-Unis, l'économiste américain Paul Krugman demande de taxer ces plus hauts revenus. Qu'en pensez-vous ?**

**FH** : La « sur-inégalité » que nous connaissons est mauvaise pour la croissance. Elle crée une défiance qui n'est pas favorable au travail, à l'effort, à la cohésion sociale, et donc à la réussite collective. De plus, au-delà même des travailleurs pauvres, nombreux sont les salariés en contrat à durée indéterminée (CDI), à temps plein, etc., dont la rémunération non seulement ne cor-

respond pas à leur niveau de qualification, mais n'évolue pas en même temps que les gains de productivité.

Face à cette situation, il y a deux options. Les Allemands réfléchissent à un plafonnement légal des hautes rémunérations dans les entreprises. Je suis favorable à des règles qui fixent un écart de rémunération maximal entre les salaires les plus faibles et les plus élevés. Il reviendrait à chaque entreprise de fixer cette échelle. L'autre option, c'est l'arme fiscale. Les plus hautes rémunérations se sont arrangées pour échapper à l'impôt par toute une panoplie d'instruments défiscalisés : stock-options, bouclier fiscal, niches fiscales, etc. Il faut rétablir la progressivité de l'impôt, supprimer toutes ces formes d'évasion à la fiscalisation des revenus et des patrimoines. Ce qui ne suppose pas de tomber dans des politiques confiscatoires. La majorité actuelle découvre, à l'occasion du débat sur le « revenu de solidarité active » (RSA), que les plus fortunés échappent à toute imposition, à tel point qu'elle parle d'impôt minimal sur le revenu ! Et que dire du patrimoine ! Il fut un temps où l'acquisition, la transmission et les gains sur le patrimoine étaient surimposés. Aujourd'hui, le capital est devenu « libre » de prélèvements : on peut ne plus payer davantage d'impôts sur les successions, sur la fortune, sur les plus-values, comme s'il y avait une franchise générale d'impôts en faveur des plus riches. Il faudra remédier à cette incurie fiscale.

### **Faut-il baisser les impôts sur les classes moyennes ?**

**FH :** C'est l'ensemble de notre système fiscal qu'il faut moderniser. Notre fiscalité locale est archaïque et injuste : la taxe d'habitation n'est pas calculée en fonction du revenu, la taxe foncière touche des petits patrimoines. L'impôt sur le revenu est lourd sur ce que l'on appelle à tort ou à raison les classes « moyennes ». Il faut revoir le barème et nous proposons de créer un impôt unique par fusion de l'impôt sur le revenu et de la contribution sociale généralisée (CSG). Par ailleurs, je suis pour des aides puissantes en faveur des familles. La politique familiale est utile économiquement et socialement : elle favorise la mobilité sociale, assure l'égalité professionnelle entre les sexes et crée des emplois. Les travaux de Gosta Esping-Andersen ont montré que l'investissement sur la petite enfance a des effets égalitaires puissants.

### **Le RSA est-il la mesure politique adaptée pour favoriser la redistribution en faveur des plus démunis ?**

**FH :** Sur le principe, je soutiens l'incitation au travail, et j'estime nécessaire de lutter contre les effets brutaux de suspension des

prestations en cas de reprise d'activité. Cette bonne intention ne doit pas créer d'effets malencontreux, comme le développement du temps partiel et l'installation à vie dans le complément de revenus. Il faudra veiller à ce que le RSA soit une situation transitoire et digne.

### **Entrons-nous dans une période de retour de l'Etat dans l'économie ?**

**FH** : L'Etat n'a jamais vraiment disparu, sauf dans la tête de quelques libéraux. A chaque fois que le capitalisme est en crise, à chaque fois que le marché démontre, dans le désordre, son aveuglement, à chaque fois que l'insolvabilité menace, il s'en trouve toujours, y compris parmi les contempteurs d'hier, pour réclamer une intervention de l'Etat. Ainsi les autorités publiques américaines ont-elles géré la crise financière de septembre. C'est l'« Etat-pompier ». Ce n'est pas là ma conception. Je suis plutôt pour un Etat préventif, régulateur, anticipateur. Qui sait investir, préparer l'avenir, planifier de grandes infrastructures, faire le choix du développement durable. Par ailleurs, l'Etat est devenu un législateur confus : autant de problèmes, autant de lois. Il faut, à mon sens, responsabiliser davantage les partenaires sociaux. De même, nous n'avons fait la décentralisation qu'à moitié et dans l'enchevêtrement des compétences. Sur la formation, la politique industrielle, le soutien aux PME, les universités, etc., les régions sont mieux adaptées que l'Etat central, qui est aussi lourd que ses caisses sont vides.

La gauche ne doit pas être dans la mythification de l'Etat mais dans son adaptation permanente, à partir de priorités claires et hiérarchisées : l'éducation, la solidarité et l'environnement. Avec la crise, chacun redécouvre la nécessité de faire revenir en force les autorités de régulation, sur les marchés financiers mais aussi dans le domaine de la concurrence. A condition qu'elles disposent de moyens d'intervention et de pouvoirs de sanction. Croyez-vous que le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) exerce une quelconque autorité sur la télévision privée ?

### **Quel périmètre pour le service public ?**

**FH** : Les missions de service public peuvent être exercées de multiples manières. Si l'on prend l'exemple de La Poste, protégée jusqu'à présent par son monopole, et qui va s'inscrire dans un cadre plus concurrentiel, elle peut très bien s'adapter à ce nouvel environnement grâce à du capital public. A la condition que l'Etat lui apporte des ressources grâce à son bras financier qu'est la



Caisse des dépôts. Celle-ci pourrait lever des capitaux pour doter les entreprises publiques et renforcer leur efficacité. La spécificité et la légitimité des entreprises publiques, c'est d'assurer le meilleur service au coût minimal et de garantir la péréquation des tarifs et l'égalité de tous sur l'ensemble du territoire.

### **Est-ce que le développement de l'investissement public que vous appelez de vos vœux signifie une augmentation de l'emploi public ?**

**FH :** Pas nécessairement. La mission peut être exécutée par la délégation de service public. Il faut en finir avec un système uniforme qui veut que l'on crée de l'emploi public à chaque fois que doit être poursuivie une mission d'intérêt général. Des agences nationales peuvent offrir formation, rémunération et évolution de carrière aux personnes employées. Le système français est trop cloisonné : on est dans le public ou dans le privé. L'intermédiation des associations ou d'entreprises d'intérêt général n'est pas suffisamment reconnue. Il faudra réussir cette mutation dans le respect des statuts des personnels.

### **Faut-il plus de libéralisation commerciale internationale ? L'échec de Doha est-il un gros problème ?**

**FH :** Oui. Je ne fais pas partie de ceux qui contestent l'utilité de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Sans elle, le bilatéralisme serait encore plus fort. Le monde a besoin d'une institution qui fixe des règles et les fasse respecter. Il faut qu'il y ait une suite à Doha. Ce qui ne veut pas dire plus de libéralisation. On peut envisager que l'OMC soit plus stricte dans l'édiction des normes environnementales et sociales, que des limites soient posées à la libéralisation agricole, etc. Les pays les plus demandeurs d'ouverture aujourd'hui sont d'ailleurs les émergents. Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, il y a eu une prise de conscience que l'anarchie des changes, de la solvabilité des marchés financiers, du *dumping* commercial était un risque pour la stabilité du monde et que le multilatéralisme était nécessaire. Soixante ans après, nous avons toujours besoin d'une régulation globale de l'ensemble des marchés pour éviter que la guerre économique prenne des formes de plus en plus violentes.

### **Que faudrait-il faire pour empêcher les dérapages de la finance ?**

**FH :** Aucune institution multilatérale ne peut aujourd'hui encadrer la finance. La crise a servi de révélateur. Elle crée une exigence

de reconfiguration de nos organisations internationales (Fonds monétaire international, Banque des règlements internationaux, Banque mondiale...). Il faut fixer des règles prudentielles, mettre en œuvre des sanctions contre les banques qui prennent des risques inconsidérés, interdire un certain nombre de produits dérivés, limiter les ventes à terme, veiller à ce que les agences de notation soient rémunérées de manière indépendante des entreprises qu'elles sont en charge d'évaluer. On peut même imaginer qu'une structure internationale puisse prélever un impôt mondial sur les grands établissements bancaires pour en assurer un contrôle indépendant. Il est dans l'intérêt de tous que les dérapages de la finance soient maîtrisés. Quand les banques américaines sont mises en faillite par la crise, les investisseurs sont privés d'un accès au crédit et les épargnants menacés dans la sécurité de leurs dépôts. Et lorsque les autorités publiques nationalisent les banques en difficulté et récupèrent leurs créances décotées, cette socialisation des pertes est payée *in fine* par tous les contribuables. Et, pour ce qui concerne les Etats-Unis, par l'épargne mondiale.

### **Faut-il aller jusqu'à revenir en arrière en termes de libéralisation financière ?**

**FH :** En matière de change, un nouveau Bretton Woods est nécessaire pour définir des marges de fluctuation entre les principales devises, et notamment le dollar, l'euro et le yuan. Parallèlement, il faut stabiliser les marchés financiers comme les cours des matières premières. L'Europe ne doit plus tolérer en son sein des paradis fiscaux. Certains Etats membres voient ces « zones de non-taxes » comme un élément de fluidité des flux financiers. Ils y introduisent en fait de l'opacité et de la viscosité qui enrayent l'ensemble des mécanismes de surveillance et de contrôle.

### **Que faut-il faire face à la montée des pays émergents ?**

**FH :** On peut envisager l'application de clauses sociales ou environnementales dans le cadre de l'OMC et au niveau européen. N'en faisons pas pour autant un instrument défensif nous conduisant à un protectionnisme sans avenir, mais plutôt un élément de négociation. Il y a plus à gagner qu'à perdre avec la croissance rapide des émergents. Mais un regard sur nos comptes extérieurs montre que la France souffre de cette concurrence. Sans croire que nous pourrions régler nos problèmes de compétitivité par des obstacles aux échanges, se désarmer complètement par rapport à ces pays serait une erreur. En ce qui concerne leur montée



en puissance financière par l'intermédiaire des fonds souverains, on voit que les Etats à fort excédent extérieur passent désormais de la position de prêteurs aux pays riches à celle de propriétaires de leurs entreprises. Quel retournement de l'histoire ! Des règles doivent être posées (comme les *golden shares*) pour limiter l'entrée de ces fonds dans le capital des entreprises stratégiques. Les Allemands y réfléchissent. Et la France doit créer son propre fonds souverain. Notre pays dispose d'une épargne abondante mais mal orientée. Rien n'empêche de drainer ces liquidités vers des fonds de participation au capital d'entreprises innovantes et stratégiques.

### **Y a-t-il une politique environnementale de gauche ?**

**FH :** Je ne vais pas me plaindre que la droite ait récemment découvert l'enjeu de l'environnement ! Il ne faudrait pas non plus que la gauche prenne du retard en croyant, naïvement et benoîtement, avoir gagné la partie. Une politique de sobriété dans la consommation d'énergie va dans le bon sens, mais reste largement insuffisante. Une politique de gauche de l'environnement doit être beaucoup plus volontariste en matière de transports, d'isolation des bâtiments et de promotion des énergies renouvelables. Surtout, il ne peut y avoir de politique environnementale sans politique sociale. Sinon, on risque de « verdir » nos politiques au prix d'inégalités accrues. Ainsi, les taxes sur l'essence pénalisent ceux qui n'ont pas d'autre choix que d'utiliser leur véhicule pour se rendre à leur travail. Les classes laborieuses n'accepteront pas que les plus pauvres paient pour que les plus riches puissent respirer.

### **Comment l'Europe s'inscrit-elle dans le programme économique de la gauche ?**

**FH :** Je suis européen. Je veux qu'elle puisse peser dans la mondialisation. La gauche européenne ne peut s'éloigner de l'Europe tel un amoureux déçu. Elle doit rester combative et construire un projet politique qui récuse l'illusion d'une Europe-rempart ou d'une Europe-Etat. Le marché unique et l'euro ne nous dispensent pas de faire des choix politiques dans chacun de nos pays. La gauche européenne s'est laissée aller à un économisme naïf et a fini par oublier de donner à l'Europe un contenu politique.

**A cet égard, l'Europe ne manque-t-elle pas de leadership politique, les chefs d'Etat nationaux restant fondamentalement opposés à perdre leurs prérogatives, tout en ayant tendance à**

## **rejeter la faute de nos problèmes sur l'Europe ? D'où pourrait venir cette nouvelle impulsion politique ?**

**FH** : L'Europe n'a été vue que comme un moyen d'apporter une solution aux problèmes que l'on ne parvenait pas à résoudre dans nos pays respectifs. François Mitterrand, constatant les difficultés à mettre en œuvre « le socialisme dans un seul pays », s'est projeté dans l'Europe pour se libérer de la contrainte extérieure et retrouver des marges de manœuvre au niveau du continent. Je comprends cette volonté de dépassement. Mais à trop jouer la carte de l'économie pour justifier la donne européenne, les responsables politiques ont abandonné toute forme de projet collectif. C'est pourquoi chaque pays essaie désormais de tirer de l'Europe un avantage tout en dénonçant ses impuissances. Résultat : la défiance s'est installée, comme en témoignent les « non » aux référendums en France, aux Pays-Bas et en Irlande.

Ce n'est qu'en fonction d'une démarche politique globale que nous pouvons justifier plus de coordination des politiques économiques, plus de solidarité territoriale, davantage d'ambitions industrielles, davantage de choix écologiques et davantage de ressources fiscales pour les mettre en œuvre. Comment, sinon, demander à des Etats de renoncer à leur souveraineté et à des peuples de se dessaisir s'il n'y a pas de contrepartie significative aux transferts de pouvoir ? La politique, ce n'est pas seulement une idée. Il y a un moment où des chefs d'Etat prennent des risques. Au milieu des années 1950, c'était un pari fou de vouloir la réconciliation franco-allemande. Au début des années 1960, c'était un défi insensé d'ouvrir le marché commun. Et, pour François Mitterrand, de faire dans les années 1980 la monnaie unique. Depuis, cette volonté a manqué. Les socialistes portent leur part de responsabilité. Lorsqu'il y avait 11 gouvernements socialistes en Europe sur les 15 de l'Union, nous aurions pu dépasser nos différences et nous entendre pour agir ensemble. Nous ne l'avons pas fait. Et, aujourd'hui, il n'y a plus que 7 pays sur les 25 de l'Union à être dirigés par la gauche ! On paie toujours au prix fort ses frilosités. ■

**PROPOS RECUEILLIS  
PAR CHRISTIAN CHAVAGNEUX ET PHILIPPE FRÉMEAUX**